

## Discours à la Nation du chef de l'Etat/Analyse

### Le dialogue politique en février

**Jonas OSSOMBEY**  
Libreville/Gabon

**PARCE** que, comme il l'a reconnu, « 2016 a été une année très difficile », le discours à la Nation du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, très attendu, a constitué un des moments phares du début de 2017. Une allocution dominée notamment par l'annonce de l'organisation du dialogue politique, en février, après la CAN 2017.

Ainsi, « ce dialogue politique, qui s'ouvrira au lendemain de la Coupe d'Afrique des Nations 2017, devra aborder toutes les questions », a déclaré le numéro un gabonais. Tout en précisant que ces retrouvailles devront porter sur « la vie institutionnelle de notre Pays, à son développement et au renforcement de sa place dans le concert des Nations ». Réaffirmant son engagement pour des discussions sans tabou.

Au sujet de la vie institutionnelle, il faut certainement comprendre la révision du Code électoral,



Photo : presse présidentielle

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

à travers la limitation des mandats et le retour au scrutin à deux tours et autres. Toute chose, à l'origine aujourd'hui des dissensions entre le pouvoir et l'opposition. Ledit dialogue politique sera alors le lieu propice pour les différents acteurs de tomber d'accord sur des propositions consensuelles afin de permettre au pays de sortir de la crise politique dans laquelle il est plongé depuis

la dernière élection présidentielle.

« L'année 2016 a également été difficile du fait d'une campagne électorale marquée par des discours de haine, et par une situation postélectorale qui a atteint des niveaux de tension inacceptables pour notre peuple », a d'ailleurs relevé le président de la République, regrettant que des mots de haine aient laissé des « blessures profondes au sein de nos familles et

dans la société gabonaise ». Avant d'en appeler à la responsabilité de tous. « Il nous faut à présent, en toute responsabilité, penser nos plaies et reconstruire ensemble, le lien social et le vivre ensemble qui le sous-tend. », a-t-il souligné. Non sans rappeler que l'entreprise démocratique « n'est ni un long fleuve tranquille, ni une œuvre facile ». Mais plutôt un « édifice en perpétuelle construction et reconstruc-

tion ». Répondant aux appels pour un élargissement de cette rencontre aux forces vives de la nation, afin d'éviter que, comme les précédents rendez-vous, avec les bilans que l'on sait, elle ne soit l'affaire des seuls politiques, il s'est voulu clair : « Je souhaite la participation de tous et la contribution de chacun ». Car, a-t-il poursuivi, ce dialogue devra être l'occasion du « raffermissement de nos institutions, de la consolidation de notre démocratie, de la paix et de l'unité nationale ». C'est dire que les consultations devraient se poursuivre afin d'associer à ce dialogue d'autres pans de la société. « Par notre aptitude au dépassement, nous devons prouver à la face du monde la maturité du peuple gabonais, et sa capacité à résoudre par lui-même ses difficultés. » Voilà, pourrait-on dire, un appel de plus, qui s'apparente à une autre main tendue, après celle du gouvernement, du président Ali Bongo Ondimba, à l'encontre de certains compa-

triotés, partisans de l'opposition dite radicale dont le leader se trouve être aujourd'hui Jean Ping. Ce discours à la nation, il faut le noter, aura donc été une sorte de manifeste de consolidation et de réaffirmation des principes de dialogue, sur lequel le pays a été façonné, aussi bien pour se sortir des situations difficiles que pour impulser une autre dynamique dans sa bonne marche.

### Opposition Les vœux de Jean Ping pour 2017

**SM**  
Libreville/Gabon

Dans un discours à l'occasion de la nouvelle année, le leader de l'opposition radicale, Jean Ping a fait valoir sa détermination à faire jouer l'avenir du Gabon au cours de cette année 2017. Ceci, en invitant « plus de compatriotes à la résistance ». Nous y reviendrons.

## Appel à plus de responsabilité

**J.K.M**  
Libreville/Gabon

AU-delà de ses engagements électoraux, ce deuxième septennat d'Ali Bongo Ondimba à la tête de notre pays devrait être également celui de la responsabilité. Car, dans son discours des vœux à la Na-

tion, le numéro un gabonais aura été on ne peut plus clair : chacun doit rendre compte de son action et assumer l'entière responsabilité de ses actes. « Ceci concerne autant l'infirmier que le médecin, l'instituteur que le proviseur, le planton que le directeur général d'administration ou le ministre ». Autrement dit, l'ère de l'impunité est révolue. Une déclaration qui sonne

le glas des privilèges indus et l'époque de tous ceux qui se sont toujours cru au-dessus des lois de la République. Ce, d'autant plus que le chef de l'Etat s'est engagé à veiller au respect de l'obligation publique de reddition des comptes. Ce qui suppose que, désormais, les ordonnateurs de crédits et autres comptables publics ne pourront plus se prémunir d'un

quelconque " parapluie", pour ne pas avoir à répondre de leurs actes de gestion. De fait, Ali Bongo Ondimba s'inscrit résolument dans la modernité en exhortant ses compatriotes à être à la hauteur des exigences d'une administration publique performante et efficace sans laquelle tout développement est compromis. Tant les détournements de deniers publics constituent une véritable entrave à l'essor économique, social et culturel de notre pays.

En appelant les uns et les autres à la responsabilité, le chef de l'Etat est en phase avec ses compatriotes. Lesquels, excédés de voir certains agents publics présumés indécents jouir tranquillement de leur liberté et de leurs in-

délicatesses, ont succombé à la fatalité. Au point de croire à une démission des pouvoirs publics. C'est dire qu'Ali Bongo Ondimba clame la fin d'une société où la négation du bien public, l'absence de probité sont élevées, dans la plupart des esprits, aux normes de règles. Des comportements antipatriotiques, qui mettent à mal la cohésion nationale.

### Cérémonies de présentation des vœux au président de la République, chef de l'Etat et à la première dame

**Le Directeur général du Protocole d'Etat a l'honneur de communiquer ci-après le programme des cérémonies de présentation des vœux de nouvel an à S.E.M. le président de la République, chef de l'Etat et à Madame la première dame :**

**Mercredi 4 janvier 2017**

**10h00** : Vœux du Corps diplomatique

**8h45-9h45** : **Heure d'arrivée**

**15h00**: Vœux du Gouvernement de la République ; des Institutions de la République (Sénat, Assemblée Nationale, Cour constitutionnelle, Corps judiciaire, Conseil national de la Communication, Conseil Économique et social ; Conseil national de la démocratie) ; du maire de Libreville ; des Organisations syndicales des Travailleurs ; du Patronat ; des Confessions religieuses.

**Judi 5 janvier 2017**

**10h00** : Vœux des Forces de défense et de sécurité de la République

**8h15-9h30** : **Heure d'arrivée**

**15h00**: Vœux de la Presse écrite et de l'audiovisuelle

**13h45-14h45** : **Heure d'arrivée**

**Vendredi 6 janvier 2017**

**10h00** : Vœux de l'Administration de la présidence de la République

**8h15-9h30** : **Heure d'arrivée.**

La toute nouvelle Kia  
**SPORTAGE**  
Faite pour impressionner.

à partir de  
**17.500.000 FCFA TTC \*\***  
OU 500.628 FCFA TTC / mois<sup>(\*)</sup>  
VIA NOTRE PARTENAIRE FINATRA

(\*\*) Tarifs en vigueur - (\*) Possibilité de financement par Finatra - taux d'intérêt nominal 14%ht - Durée 48 mois - Loyers TTC hors assurance et hors frais de dossier  
Tél.: 01 77 40 82/ 07 83 87 81 - Service client: eq@finatra@bgl.com  
Garanties: 3 ans ou 100 000 kilomètres.

**CFAO MOTORS GABON**

CFAO Motors Libreville:  
Mobile: (+241) 05 19 25 8587  
B.P.: 2181 Z.I. Oluani - Libreville  
E-mail: cfaomotorsgabon@cfao.com  
site web: http://cfao-automotive.com

**CFAO MOTORS PORT - GENÈVE**

Tel: (+241) 01 55 21 4147  
Mobile: (+241) 05 61 01 32  
B.P.: 344 Port - Genève

The Power to Surprise

**Finatra**  
La spécialiste du crédit